Le détail toponymique au cœur de l'érudition (1870-1910)

Auguste Longnon et l'éphémère âge d'or de la géographie historique
française

Agnès Graceffa

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/elh/983>

DOI : 10.4000/elh.983

ISSN : 2492-7457

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2009

Pagination : 135-145

ISBN : 978-2-35698-008-3

ISSN : 1967-7499

Référence électronique

Agnès Graceffa, « Le détail toponymique au cœur de l'érudition (1870-1910) », *Écrire l'histoire* [En ligne], 3 | 2009, mis en ligne le 01 juin 2012, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/elh/983> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/elh.983>

Le détail toponymique au cœur de l'érudition (1870-1910)

Auguste Longnon et l'éphémère âge d'or de la géographie historique française

Le 11 juillet 1911 décédait presque subitement le maître de la géographie historique, Auguste Longnon ; son enseignement ne lui survécut pas : la chaire qu'il avait occupée au Collège de France, d'abord de 1889 à 1892 comme remplaçant ou suppléant d'Alfred Maury, puis comme titulaire depuis 1892, les conférences qu'il dirigeait à l'École pratique des hautes études comme répétiteur en 1879, comme maître de conférences depuis 1881, comme directeur d'études à partir de 1886, furent transformées. Une science que ses origines rattachaient à d'Anville, à Adrien de Valois, à Nicolas Samson d'Abbeville, et qu'Auguste Longnon avait su ériger en corps de doctrine, grâce à sa prudence et à sa sagacité de recherche, à sa méthode critique, à son labeur prodigieux, à la sûreté et à la clarté de son exposé, allait tomber dans l'oubli ; et la porte risquait de se rouvrir à toutes les ignorances, à toutes les fantaisies, à toutes les invraisemblances étymologiques que Longnon avait, durant tant d'années, combattues et dissipées.¹

Ainsi s'exprimaient Paul Marichal et Léon Mirot dans leur préface à l'édition des leçons posthumes de celui qui fut leur professeur. Soixante ans plus tard, en 1989, Michel Rouche confirmait ce constat :

La géographie historique du Haut Moyen Âge, malgré les travaux magistraux d'Auguste Longnon, est une discipline abandonnée en France depuis le début du ^{xx}^e siècle. Les quelques recherches qui lui ont été consacrées n'ont fait que répéter les découvertes du Maître, mais il faut bien avouer qu'il était difficile de le prendre en défaut. Seules des études strictement locales pouvaient faire progresser nos connaissances.²

Qu'en conclure ? Il ne semble pas que le hasard ou les aléas scientifiques expliquent seuls l'engouement exceptionnel de la communauté historienne pour les questions de toponymie et de géographie historique entre 1870 et 1910, ni

1. Paul Marichal, Léon Mirot, « Avertissement des éditeurs », dans Auguste Longnon, *Les Noms de lieu de la France : leur origine, leur signification, leurs transformations*, publié par Paul Marichal et Léon Mirot, Paris, Champion, 1920-1929, p. I.
2. Michel Rouche, « Remarques sur la géographie historique de la Neustrie (650-850) », dans Hartmut Atsma (dir.), *La Neustrie : Les pays au nord de la Loire de 650 à 850*, Sigmaringen, Thorbecke (Beihefte der Francia, 16), 1989, p. 45-92 ; p. 46.

son abandon postérieur. Le caractère exemplaire des recherches de Longnon, la pénurie ultérieure de chercheurs qualifiés ou intéressés, l'évolution des problématiques, ne justifient pas non plus ce purgatoire. Pour mieux comprendre, il faut revenir aux fondements de cette jeune discipline, à la seconde moitié du XIX^e siècle. Mettre l'histoire de France en cartes correspond alors à un projet politique et scientifique : la définition de la Nation française par l'historicisation de son territoire. La théorie des frontières naturelles s'élabore à partir de l'héritage michelétien (une France personifiée). La défaite face à la Prusse favorise la prise de conscience du retard français en matière de formation historique et géographique, et de la nécessité de promouvoir celle-ci : les entreprises scientifiques initiées dans les années 1860 (à l'instar de la série des dictionnaires topographiques des départements français, publiée sous l'égide du Comité des travaux historiques et scientifiques³) s'en trouvent fortement stimulées.

Associée à l'archéologie funéraire et à la numismatique, la recherche toponymique démontre d'une part l'ancienneté de l'espace géographique français, de l'autre sa logique interne : régions et frontières possèdent une cohérence propre qui résulte de réalités à la fois politiques et ethniques. Succédant à la migration celtique et à la domination romaine, la période barbare apparaît essen-

tielle à l'intérieur de cette dynamique du peuplement qui s'achève avec les incursions normandes. L'avènement des Capétiens correspond alors non seulement à la naissance politique de la France, mais également à l'aboutissement du phénomène de fusion ethnique résultant de l'intégration des apports successifs. Les conséquences des migrations dites germaniques (III^e-V^e siècles) sont multiples : l'établissement d'une frontière de colonisation franque qui délimite les régions de faible implantation étrangère, dans lesquelles la langue latine s'est maintenue, et celles où l'impact de la germanité apparaît plus significatif ; la naissance de trois proto-régions, la Neustrie, l'Austrasie et la Bourgogne, constitutives de la future France ; la mise en place des *pagi*, sortes de circonscriptions locales en partie issues de l'administration romaine et de la tradition celtique, qui constituent le cadre de développement de la féodalité. L'analyse raisonnée de chaque nom de lieu permet de révéler sa partie « fossile », grâce à laquelle le chercheur peut dater et expliquer sa formation. L'historicisation de ce matériel, une fois mis en cartes, démontre l'unité et la cohérence du territoire français. La métaphore géologique, qui assimile chaque apport ethnique à une « couche » qui sédimente et se mêle aux précédentes, le confirme.

3. L'entreprise du *Dictionnaire topographique de la France, comprenant les noms de lieux anciens et modernes* a été initiée dès 1860 par le ministère de l'Instruction publique ; en 1929, il compte vingt-sept volumes, consacrés chacun à un département français.

Un contexte spécifique : le lent développement de la géographie historique

La géographie historique moderne du peuplement barbare naît au tout début du XIX^e siècle, grâce aux travaux de l'érudit Emmanuel de Las Cases, alias Lesage. Son *Atlas historique et géographique* (1802), maintes fois réédité, présente la première cartographie des « invasions barbares », novatrice en ce qu'elle utilise des couleurs et des flèches pour représenter les mouvements migratoires des diverses populations. En 1839, Charles Athanase Walckenaer tente de retracer les routes des Gaules cisalpine et transalpine à partir des itinéraires de Ptolémée et de la Table de Peutinger, et y associe un atlas historique ⁴. Sous l'impulsion de Guizot paraissent les premiers manuels de géographie historique consacrés au Moyen Âge (Burette, Duruy et Wallon, 1840 ; Maritan et Queyras, 1848). À partir des travaux d'Étienne de Foncemagne et de Julien-Marie Lehuërou, Louis Dussieux propose, en 1843, une *Géographie historique de la France, ou Histoire de la formation du territoire français* qui présente les partages territoriaux médiévaux successifs. La cartographie des découpages politiques et administratifs francs bénéficie alors des recherches de François-Jules de Pétingny (*Études sur l'époque mérovingienne. L'histoire, les lois, les institutions*, 1851). Elle démontre la permanence culturelle, depuis l'époque franque, des ré-

gions géographiques françaises, ce que confirme Alfred Maury par son *Histoire des grandes forêts de la Gaule et de l'ancienne France* (1850) : la construction du royaume mérovingien apparaît comme un moment majeur dans la formation territoriale de la France et la structuration de son paysage. Dans les années 1860, plusieurs historiens, tels Alfred Jacob, Félix Bourquelot, Ernest Desjardin et Ludovic Drapeyron (fondateur de la Société de topographie en 1876), appliquent à la cartographie historique la méthode érudite : suivant la tradition chartiste, elle s'appuie sur une étude stricte des sources qui privilégie toujours les plus anciennes et les plus fiables, prioritairement diplomatiques, et utilise la linguistique historique et la numismatique.

Le livre *Les Frontières de la France* de Théophile Lavallée (1864) apparaît symptomatique de ce contexte. Ouvrage généraliste qui englobe l'ensemble de l'histoire de France depuis ses origines, il a pour but de justifier scientifiquement les frontières naturelles de la France : le Rhin, les Alpes, la Méditerranée et les Pyrénées forment des « barrières formidables ⁵ ». Au creuset celto-latin s'oppose un antagonisme profond, de langues, de caractères, de croyances, d'idées, vis-à-vis des peuples germaniques. La faiblesse de la France est identifiée dans le paradoxe géographique qui lui donne les frontières naturelles les plus solides là

4. Charles Athanase Walckenaer, *Géographie ancienne historique et comparée des Gaules cisalpine et transalpine*, Paris, Dufart, 1839.

5. Déjà existantes et défendues par les Gaulois ; Théophile Lavallée, *Les Frontières de la France*, Paris, Furne, 1864, p. 7-8.

où habitent des peuples amis, et les plus franchisables là où les riverains représentent un danger (Allemands, Néerlandais, Anglais). La mode de la monographie géo-historique du territoire national se renforce après la guerre de 1870 et la naissance de la Troisième République. Le sol français devient un « territoire prédestiné ⁶ ». Si la France ne naît véritablement qu'à la fin du ^{ix}^e siècle, cet avènement parachève un lent processus de maturation ethnique, administrative et politique engagé dès les temps préceltiques. Le *Tableau de la géographie de la France* de Vidal de La Blache (1903) impulse alors une série d'études systématiques des « régions naturelles » définies par les *Divisions fondamentales du sol français* (1888) ⁷. Le succès d'une incarnation géographique et historique du génie français s'exprime par l'anthropomorphisme du vocabulaire et le choix d'une géographie historique organiciste : à l'instar de l'histoire, la géographie invente la France ⁸.

Cet intérêt se développe en parallèle – et souvent en imitation – du modèle allemand. Inspirée par la *Völkerpsychologie* et la philologie, l'ethnologie allemande (*Volkskunde*) naît autour de 1850 grâce à la reconnaissance d'une diversité fondamentale des cultures, et la volonté de cartographier celles-ci stimule les recherches. La *Limesforschung* (recherche sur les frontières) s'appuie sur la combinaison de

sources variées : objets traditionnels, toponymes, dialectes, matériel archéologique, monnaies... Le développement conjoint des nationalismes et des régionalismes encourage l'utilisation de ces « traces » historiques, linguistiques ou archéologiques pour justifier la place de telle région comme « historiquement active » ou « passive » dans le processus de construction identitaire. L'étude de l'habitat, des implantations, de l'anthropologie physique est convoquée, alors que le discours s'ethnicise : l'identité d'une région géographique devient celle du peuple qui l'habite, dont le faciès apparaît désormais scientifiquement appréhendable. En matière de toponymie historique, les thèses de Wilhelm Arnold (*Ansiedlungen und Wanderungen deutscher Stämme*, 1875), puis d'Adolf Schiber (*Die fränkischen und alemannischen Siedlungen in Gallien, besonders in Elsass und Lothringen*, 1894) établissent un lien entre toponymie alsacienne et lorraine et présence germanique par le repérage systématique des termes en *-ingen* et en *-heim*. Associées aux recherches archéologiques, ces thèses confortent l'idée d'un vaste établissement ethnique germanique à l'ouest et au sud du Rhin.

En matière d'archéologie, en effet, l'interprétation strictement ethnique des dépôts est alors de mise. Le type de nécropole spécifique des cimetières à rangées (*Reihengräberfeld*) est identifié par

6. Jean-Baptiste Paquier, *Histoire de l'unité politique et territoriale de la France*, Paris, Hachette, 1879, p. 3.

7. Entre autres : Albert Demangeon, *La Picardie et les régions voisines. Artois, Cambrésis, Beauvaisis*, Paris, A. Colin, 1905 ; Raoul Blanchard, *La Flandre. Étude géographique de la plaine flamande en France, Belgique et Hollande*, Dunkerque, 1906.

8. Isabelle Lefort, *La Lettre et l'esprit : Géographie scolaire et géographie savante en France, 1870-1970*, Paris, CNRS, 1992, 257 p.

les archéologues comme caractéristique des populations germaniques : leur présence constitue un indice certain d'implantation. Cette analyse rencontre pourtant la méfiance des historiens : au congrès de Charleroi de 1890, Godefroid Kurth met en doute l'appartenance ethnique des hommes ensevelis avec du mobilier funéraire dit franc. La convocation de l'anthropologie physique, pratiquée par des médecins férus d'histoire (Paul Broca), sert pourtant l'approche raciale promue par la jeune *Rassenkunde*. Celle-ci combine des indices toponymiques, linguistiques, archéologiques et physiques pour démontrer l'existence d'une tripartition raciale des espaces français et belge. Au nord, une zone totalement germanisée s'étend jusqu'à une ligne médiane qui coupe la Belgique d'est en ouest. Les hommes sont grands, blonds, aux yeux bleus, avec une forme de tête caractéristique, ils sont particulièrement talentueux. Entre cette ligne inférieure et la Loire se dessine une zone médiane de population mixte où la prégnance de la race nordique est encore significative. Enfin, au sud de la Loire domine la race méditerranéenne, de taille plus petite, de chevelure plus brune, aux capacités moins marquées. Cette démarche aboutit à une cartographie des faciès ethniques, scientifiquement identifiables et dits fiables.

Le travail d'Auguste Longnon

Auguste Longnon (1844-1911) archiviste et historien français, n'est pas issu de l'École des chartes. Autodidacte remarqué par ses pairs, il intègre les Archives nationales. Ses travaux historiques s'attachent à la Gaule romaine et barbare et se spécialisent en toponymie et toponomastique, dont il devient l'un des pionniers. Salué par ses contemporains pour son « rare génie géographique ⁹ », il accède au Collège de France, puis est élu membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres en 1899. Ses œuvres majeures sont les *Études sur les « pagi » de la Gaule* (1869-1872), la *Géographie de la Gaule au VI^e siècle* (1878), ainsi que les posthumes *Origines et formation de la nationalité française* (1912) et *La Formation de l'unité française : leçons professées au Collège de France en 1889-1890* (1922) ¹⁰. Reprenant les travaux d'Alfred Jacob, il établit, par la recherche toponymique, l'unité de la Gaule au VI^e siècle, la naissance précoce des régions françaises et l'importance historique du cadre administratif du *pagus*. L'ouvrage posthume *Les Noms de lieu de la France, leur origine, leur signification, leurs transformations* (1920-1929) constitue le résumé des conférences de toponomastique générale prononcées à l'École pratique des hautes études qu'Auguste Longnon avait progressivement développées depuis 1879, début de sa carrière au sein

9. Henri Gaidoz, « Note bibliographique », *Revue archéologique*, 1870, tome II, p. 384.

10. Henri Leclercq, « Auguste Longnon », dans Fernand Cabrol, Henri Leclercq (dir.), *Dictionnaire d'archéologie chrétienne et de liturgie*, Paris, Letouzey et Ané, tome IX, 1930, p. 2413-2455. Comprend une bibliographie exhaustive de Longnon comportant 231 notices.

de l'établissement. Cette approche historique et philologique de la géographie avait en outre déjà été présentée au sein du *Dictionnaire topographique du département de la Marne* (1891) et dans les œuvres de certains de ses anciens élèves, Louis Lacomme, Léon Berthoud et Louis Matruchot. Elle consiste en l'étude systématique de l'ensemble des départements français, selon une démarche exhaustive commune au *Dictionnaire topographique de la France* et dont l'*Atlas historique de France*, resté inachevé, aurait dû former l'aboutissement.

La nouveauté du propos d'Auguste Longnon tient toute en la systématisation d'une lecture ethnique mesurée dans le fait historique. Selon la logique géographique qu'il met en place, le matériel toponymique fait office à la fois de fait et de preuve scientifique. Dans ce discours dominé par le motif du peuple incarnant la Nation, les noms de lieu apparaissent comme les fossiles de cette évolution.

Cet immense vocabulaire n'est pas l'œuvre de quelques hommes. Il s'est formé à la longue, et comme au hasard des circonstances. Il a pour auteurs tous les peuples qui, successivement, sont venus s'établir dans notre pays, toutes les races, victorieuses ou vaincues, dont le mélange a produit la nation française.¹¹

Les thèmes de l'embryogenèse et la lecture téléologique nationaliste se trouvent bien affirmés. La métaphore géologique des « couches » succes-

sives recouvertes d'alluvions, qui sédimentent et forment progressivement un sol national, commun et uni par l'histoire, fonctionne pleinement. Cette approche permet l'établissement d'une frontière de « colonisation franque » entre régions de faible ou de forte implantation étrangère. Mais, contrairement à ses homologues allemands, dont il contredit plusieurs interprétations, il estime superficielle et temporaire la germanisation. « Dans l'Austrasie ou France de l'est, les Francs avaient sur les populations gallo-romaines l'avantage de la force et du nombre : ils y imposèrent leur langue et donnèrent aux localités des noms germaniques¹² », reconnaît-il. Deux éléments tempèrent toutefois cette première conclusion. Premièrement, il s'agit bien d'une domination, et non d'une implantation dense : les fossiles toponymiques révèlent le joug franc, mais n'indiquent pas pour autant que le substrat gallo-romain ait disparu. Deuxièmement, les premiers siècles francs sont marqués en matière d'onomastique par une « mode germanique » qui pousse nombre de Gallo-Romains à adopter des patronymes « germaniques », dont les noms de lieu gardent mémoire. Longnon reconnaît ainsi une certaine prégnance franque en Austrasie mais distingue, pour la Neustrie, les noms de lieu purement germaniques d'autres, issus d'un mélange précoce des populations et qualifiés de « romano-francs ».

11. Auguste Longnon, *Les Noms de lieu...*, *op. cit.*, p. 1.

12. *Ibid.*, p. 210.

La définition de deux zones ethnolinguistiques majeures ne suffit pas à rendre compte de la réalité historique : l'analyse toponymique permet au contraire d'identifier nombre d'« ilot[s] de population[s] germanique[s] », notamment en territoire rural. L'association d'un nom germanique au terme *cortis/cours* apparaît comme la pratique la plus fréquente, et correspond selon Longnon à l'installation commune, sur un même domaine, d'un groupe d'habitations destinées aux tenanciers et à leurs dépendants, à l'origine du village. La comparaison avec les résultats de fouilles archéologiques confirme cette lecture.

La limite de la colonisation germanique en Gaule, telle que l'étude des noms de lieu permet de la tracer, diffère peu de celle qui résulte de la carte des cimetières mérovingiens dressée vers 1877, pour la Commission de topographie des Gaules, par le Dr Hamy ; elle est seulement un peu plus précise,

conclut l'historien ¹³. L'archéologue et muséographe Salomon Reinach établit le même constat en 1915 dans la *Revue archéologique* ¹⁴.

Selon une même approche, ethnisante mais mesurée, Auguste Longnon explique la disparition du nom romain des cités de la Gaule celtique et le resurgissement de l'ancien nom gaulois à la fin du Bas-Empire : pour les provinces gallo-romaines, il

résulte d'une « confusion entre la *civitas*, c'est-à-dire le peuple antique, et le chef-lieu où siégeaient ses magistrats ¹⁵ » dont témoignent les premiers emplois de *civitas* pour désigner une ville. La liste exhaustive qu'il dresse à ce sujet permet d'établir le caractère homogène de cette mutation. Mais elle montre en parallèle, dans certains cas, la conservation du nom latin pour qualifier l'ensemble de la région, c'est-à-dire la permanence de la réalité administrative de la *civitas*. En dehors des provinces frontières, l'ensemble de la Gaule se caractérise donc par sa population gauloise, à l'intérieur de laquelle les établissements barbares ne représentent que des îlots de peuplement. La mise en carte de ces observations confirme l'impression d'unité et de creuset ethnique français, achevé à l'avènement des Capétiens ¹⁶.

Méthode scientifique et controverses

Auguste Longnon s'inscrit dans un mouvement amorcé dès 1864 par l'étude d'Antoine Houzé (*Étude sur la signification des noms de lieux en France*) et représenté en outre par ses professeurs puis collègues Jules Quicherat (*De la formation française des anciens noms de lieu : traité pratique, suivi de remarques sur des noms de lieu fournis par divers documents*, 1867), Hippolyte Cocheris (*Origine et*

13. *Ibid.*, p. 226-227.

14. Salomon Reinach, « La Commission de topographie et le dictionnaire archéologique de la Gaule », *Revue archéologique*, 1915, tome II, p. 209-220 ; p. 219.

15. Auguste Longnon, *Les Noms de lieu...*, *op. cit.*, p. 98.

16. *Id.*, *La Formation de l'unité française : leçons professées au Collège de France en 1889-1890*, Paris, Picard, 1922, p. 2-3.

formation des noms de lieu, 1874) et Henri d'Arbois de Jubainville (*Recherches sur l'origine de la propriété foncière et des noms de lieux habités en France*, 1890). Cette démarche toponomastique connaît en Allemagne un succès parallèle qui culmine avec la publication du manuel d'Hermann Gröhler (*Über Ursprung und Bedeutung der französischen Ortsnamen*, 1913). Albert Dauzat propose enfin, en 1926, la synthèse intitulée *Les Noms de lieux : origine et évolution, villes et villages, pays, cours d'eau, montagnes, lieux-dits*. L'ensemble de ces analyses procède d'une lecture ethnique qui tente d'affilier de plus en plus précisément tel substantif ou telle terminaison à une souche particulière de population. Le lien entre langue et nationalité, que la recherche va bientôt remettre en cause, fonctionne alors parfaitement. La recherche onomastique bénéficie en outre des progrès de la philologie puisque, dès le milieu du XIX^e siècle, notamment avec l'ouvrage d'Ernst Förstemann *Altdeutsches Namenbuch* (1856), les noms de personnes dits germaniques sont identifiés comme une source majeure de la connaissance de ces langues, dont les témoins écrits sont rares. Les théories de formation des noms mettent en évidence les deux pratiques majeures que sont, d'une part, la composition binaire (deux éléments accolés) et, de l'autre, la formation hypocoristique (ou

diminutif), qui toutes deux se retrouvent dans le matériel toponymique ¹⁷.

Les papiers d'Auguste Longnon, conservés à la bibliothèque de l'Institut de France, renseignent sur la méthode de travail privilégiée par le chercheur ¹⁸ : une collection étonnante de petites fiches, classées par département, avec des entrées multiples (par suffixe, préfixe, origine, type, convergence...), qui témoignent du lent et minutieux travail de l'érudit. Cette collecte insatiable fut parfois complétée par des voyages d'études « sur le terrain », comme celui qu'il effectua en 1869 jusqu'à Chalons et Reims pour la composition du *Dictionnaire topographique du département de la Marne*.

Chaque terme, chaque indice toponymique se trouve longuement évalué et mobilise une intense érudition, jusqu'à susciter débats et controverses. L'article de Longnon consacré au « Nom de lieu gaulois *ewiranda* » répond ainsi en 1892 à celui de Julien Havet paru la même année dans la *Revue archéologique* et intitulé « *Igoranda ou Icoranda*, "frontière". Note de toponymie gauloise ». S'appuyant sur les conclusions de Jules Quicherat, selon qui le terme s'applique constamment « à des localités situées sur la frontière de deux nations gauloises ou à la limite de deux cités romaines ¹⁹ », Havet suppose pour

17. Auguste Longnon, *Les Noms de lieu...*, *op. cit.*, p. 246-265.

18. Correspondance et papiers, Bibliothèque de l'Institut de France, Mss 5786-5816.

19. Jules Quicherat, *De la formation des anciens noms de lieu*, Paris, Franck, 1867, p. 5.

L'empire des Francs
Carte extraite de l'atlas de Cortambert (vers 1880)

ewiranda le sens, probable, de « frontière ». Mais Longnon souhaite être plus précis : pour lui, ce sens n'est porté que par le suffixe *randos/randa*, attesté en gaulois, en breton (*ran* ou *rann*, « partie »), en allemand (*Rand*, « bord, bordure »), en langue d'oc (*rando*, *rande*, *rondo*), en catalan (*randa*). Il en déduit que *Guérande* est antérieur à la colonisation de la péninsule armoricaine par les Bretons au ^v^e siècle et constitue un fossile de la limite qui jadis séparait les Vénètes des Namnètes ²⁰.

Ces controverses érudites concernant l'attribution d'une identité ethnique au matériel toponymique traduisent un débat fourni qui relève, pour la science allemande, d'une stratégie de puissance : identifier comme germanique le maximum de noms de lieu possible afin de prouver la prégnance de cet impact sur le sol gaulois et d'en déduire l'appartenance historique de tel ou tel territoire à un espace culturel allemand ²¹. Les chercheurs français défendent alors la logique inverse et tentent de justifier tout aussi scientifiquement le caractère réduit ou superficiel de l'implantation dite germanique sur le sol de l'actuelle France.

L'alliance des approches philologique, archéologique et anthropologique pour la définition de types culturels à partir d'un fondement ethnique, éventuellement racial, constitue un trait majeur de ces années. Combiner esprit méthodique, démarche encyclopédique (systématisation et exhaustivité) et légitimité scientifique (sous l'égide de membres reconnus de la communauté, historiens et archivistes paléographes) semble alors bénéficier d'un consensus national ²². La détermination des frontières ethnoлингuistiques, tant nationales que régionales, focalise les préoccupations des historiens, qui convoquent pour ce faire l'ensemble des matériaux disponibles. Mais si cet attrait s'exprime clairement dans les années 1870-1910, notamment chez Longnon, Arbois de Jubainville ou Camille Jullian, il reste néanmoins limité et s'essouffle rapidement : la communauté historienne française préfère à la typologie raciale, incompatible avec sa tradition, la notion de mélange ethnique vertueux. En accord avec la définition de la Nation française énoncée par Ernest Renan, les historiens français, à l'instar de Fustel de Coulanges, rejettent un « principe de nationalité » fondé sur l'histoire et la race, selon

20. Auguste Longnon, « Le nom de lieu gaulois *ewiranda* », *Revue archéologique*, 1892, p. 282-287 ; p. 287, note 1.

21. La carte du peuplement franc dressée par Franz Petri dans *Germanisches Volkserbe in Wallonien und Nordfrankreich*, Bonn, 1937, p. 855, fut utilisée par Hitler comme justification scientifique de l'annexion au Reich de la Wallonie et de la France septentrionale. Voir Peter Schöttler, « Von der rheinischen Landesgeschichte zur nazistischen Volksgeschichte – oder Die “unhörbare Stimme des Blutes” », dans Winfried Schulze, Otto Gerhard Oexle (dir.), *Deutsche Historiker im Nationalsozialismus*, Frankfurt-sur-le-Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 1999, p. 89-113.

22. Par exemple dans l'article de Charles-Victor Langlois, « Noms de lieu, en France », *Revue de France*, n° 20, 16 octobre 1920, p. 664-694.

la conception allemande, pour privilégier la logique du désir de vivre ensemble ²³. Spécialistes du monde franc, les médiévistes Ferdinand Lot (1866-1952) et Louis Halphen (1880-1950) s'opposent bientôt à une lecture ethnique systématique de l'histoire. En accord avec la jeune École des Annales, ils rejettent les lectures racisantes (Gustaf Kossinna, Adolf Helbok) et n'acceptent d'idée de race qu'en tant que traduction « historique », c'est-à-dire dynamique, dépourvue de caractères physiques et psychologiques immanents ou biologiquement fondés. À la différence de nombre de leurs collègues allemands, ils renoncent alors à une cartographie trop fine du peuplement barbare reposant sur la toponymie pour lui préférer la démarche novatrice de la démographie historique ²⁴.

Au tournant du ^{xx}^e siècle, le détail toponymique fut un outil privilégié pour penser l'historicité du territoire français et incarner sa légitimité géographique dans l'histoire. Face aux nations voisines et éventuellement ennemies, les historiens de-

vaient montrer la force et la prégnance du creuset celtique et la dynamique vertueuse proprement française du mélange des races (mixité ethnique), au service d'une volonté commune. Ainsi que l'écrivait Longnon :

L'histoire de la formation territoriale de la France, c'est en réalité l'histoire de la formation de l'unité française, de cette unité si lentement, mais si solidement édifiée ²⁵.

Le détail toponymique ou toponomastique permit d'affermir scientifiquement l'inscription de l'espace français dans l'histoire et correspondit ainsi pleinement au projet républicain patriotique que soutinrent les historiens.

Néanmoins, les enjeux politiques inhérents à ce projet savant et les détournements qu'il a subis, notamment en Allemagne, entraînèrent le naufrage d'un idéal à peine entrevu, celui de pouvoir reconstruire dans sa pleine vérité, grâce à la toponymie et à la géographie historique, la réalité des déplacements et des installations des populations de la basse Antiquité et du très haut Moyen Âge.

23. François Hartog, *Le XIX^e siècle et l'histoire : Le cas Fustel de Coulanges*, Paris, Seuil (Points histoire), 2001. L'auteur revient en outre (p. 182-186) sur l'implication de Longnon dans l'entreprise de récupération mémorielle de Fustel de Coulanges par l'Action française. Longnon n'a jamais fait partie de ce mouvement, mais collabora occasionnellement à certaines de ses publications ; voir à ce sujet François Huguenin, *À l'école de l'Action française. Un siècle de vie intellectuelle*, Paris, Lattès, 1998 ; et Philippe Boutry, « L'Action française, la Révolution et la Restauration », dans Michel Leymarie, Jacques Prévotat (dir.), *L'Action française. Culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008, p. 25-59, notamment p. 36.

24. Agnès Graceffa, « La tentation de la pensée raciale dans les lectures historiographiques françaises et allemandes 1920-1930 du peuplement dit germanique de la Gaule », dans Carole Reynaud-Paligot (dir.), *Tous les hommes sont-ils égaux ? – Histoire comparée de la pensée raciale 1860-1930*, Stuttgart, Thorbeck, sous presse.

25. Auguste Longnon, *La Formation de l'unité française...*, *op. cit.*, p. 2.